

BENOÎT ERS & VINCENT DUGOMIER



Les enfants de la **RÉSISTANCE**

3. LES DEUX GÉANTS



LE LOMBARD

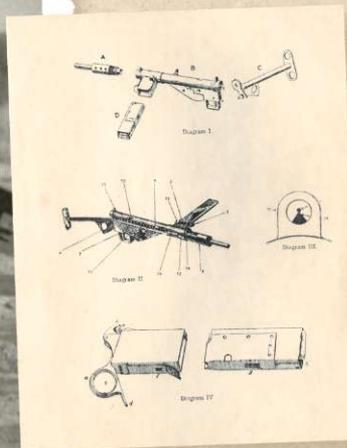


Les enfants de la
RÉSISTANCE

Pour en savoir plus

Dossier rédigé par Dugomier

Les services secrets aident la Résistance



Ci-dessus : Extraits d'un manuel d'utilisation des armes et des explosifs à destination des résistants.

Ci-contre : Résistant en train de saboter une ligne de chemin de fer.

Le récit de ce troisième tome se déroule du printemps 1941 au mois de décembre de la même année. La Résistance de cette époque s'étoffe, elle est par exemple de plus en plus active en ce qui concerne la presse clandestine, mais pour le reste, elle demeure dispersée et ne possède que peu de matériel. Des agents spéciaux venant de Londres vont commencer à remédier à cette situation.

Les agents spéciaux du colonel Passy

Passy accède au grade de colonel. Il forme des agents spéciaux qu'il envoie en France. Ces espions, agissant incognito en habits civils, s'exposent à un grand danger s'ils sont capturés par les Allemands en zone occupée. Ils ne sont pas en sécurité non plus dans la zone libre, cœur de l'État français dirigé depuis la ville de Vichy par le maréchal Pétain. Celui-ci pratique une politique de collaboration avec l'Allemagne (pour bien différencier ces deux zones, regardez la carte en début et en fin d'album). Outre le renseignement, les agents planifient le sabotage de cibles stratégiques industrielles ou militaires ainsi que l'évasion de personnalités importantes. Ils fournissent aussi à la Résistance française du matériel performant, robuste et simple d'utilisation. Armes, différents types d'explosifs, émetteurs radio... Leur simplicité et leur efficacité sont de mise car ce matériel est destiné à être utilisé par des civils et le temps manque pour une instruction poussée.

Le service de renseignements français à Londres

Dès juillet 1940, le général de Gaulle, le chef de la France libre replié à Londres, décide de se doter d'un service de renseignements. Le capitaine André Dewavrin, dit « Passy », est chargé de le créer. Ce service changera de nom à plusieurs reprises et

s'appelle, dans un premier temps, le « Deuxième bureau ». Il sera plus connu sous l'appellation de « Bureau central de renseignements et d'action », le BCRA. L'un de ses premiers objectifs est de fournir des renseignements à l'état-major qui doit décider des opérations militaires. Il faut principalement découvrir de quelle manière l'armée allemande organise sa défense en France et quels sont ses projets futurs, notamment au sujet de l'éventuelle préparation de l'invasion de l'Angleterre. Mais à partir de 1941, ce service va aussi aider la Résistance française.



Portrait du colonel Passy.



Agents spéciaux français et agents spéciaux anglais

Au départ, le service de renseignements ne possède que des moyens financiers modestes et peu de matériel. Les agents français manquent de formation et les premières missions de 1940 jusqu'à la moitié de 1941 ne brillent pas par leur réussite. Pourtant, le colonel Passy possède des hommes déterminés et connaissant très bien le terrain. Autre atout important, ceux-ci parlent forcément le français. En juillet 1940, Winston Churchill, le Premier ministre britannique, décide de la création du SOE, « Special Operations Executive » (Direction des opérations spéciales), dont le but est aussi de soutenir les mouvements de résistance, mais cette fois dans tous les pays en guerre. Les moyens du SOE sont plus considérables que ceux du service français, mais les deux services agiront aussi de concert. On retrouve des hommes et des femmes de toutes nationalités au sein du SOE, mais tous unis par une opposition farouche aux forces de l'Axe (l'Axe était composé principalement de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon. Lire plus de détails dans le dossier du tome 2). Un des pires adversaires du SOE et du BCRA sera l'Abwehr, le service de renseignements allemand.

Le Lysander, un avion pourtant déclassé

Bien que conçu peu de temps avant la guerre (1936), l'avion de reconnaissance Lysander, de son nom complet Westland Lysander, était déjà dépassé d'un point de vue tactique en 1940 car trop vulnérable. Par contre, il avait été conçu pour devenir l'un des



Ci-dessus : Le Westland Lysander en mission.

Ci-contre : Emblème du Special Operations Executive.



premiers avions ADAC, ce qui veut dire « avion à décollage et atterrissage court ». Une très grande qualité pour l'époque, d'autant plus que l'avion pouvait se satisfaire de pistes de fortune ou en mauvais état. Le Lysander fut dès lors recyclé par le SOE pour réaliser des vols furtifs nocturnes dont le but était de déposer ou de récupérer des agents spéciaux, des résistants ou des aviateurs anglais

et américains. Pour cette nouvelle affectation, les Lysander furent repeints en noir mat. Leur lenteur et leur silence relatif, vu leur puissance modeste, leur permettaient de zigzaguer afin d'éviter les zones protégées par la Flak (batteries anti-aériennes des Allemands). Cet avion est indissociable des missions du SOE et du BCRA.



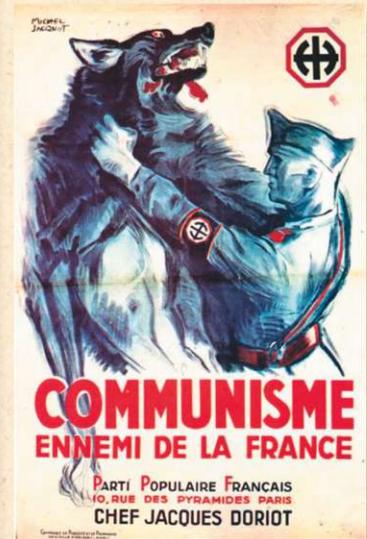
Le début de la lutte armée dans la Résistance

Le début de la lutte armée est extrêmement politisé. Elle commence en août 1941 en France avec des attentats perpétrés par des résistants communistes.



Ci-contre : La Légion des volontaires français contre le bolchévisme (LVF) a été créée le 8 juillet 1941 et sera intégrée en 1944 à la division SS Charlemagne.

Ci-dessous : Affiche anti-communiste éditée par le Parti populaire français (PPF), un des trois partis fascistes et collaborationnistes français à la base de la création de la LVF.



L'interdiction d'un parti

Le Parti communiste français a été interdit par le gouvernement français quelques jours après la signature du pacte germano-soviétique du 23 août 1939. C'était un pacte de non-agression entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique communiste. Lorsque l'Allemagne envahit la Pologne le 1^{er} septembre 1939, la France et le Royaume-Uni, par un jeu d'alliances et de traités d'assistance avec la Pologne, déclarent la guerre à l'Allemagne, mais sans pour autant se lancer dans le conflit. Comme l'Allemagne est désormais un pays ennemi et qu'elle a pactisé avec l'Union soviétique qui est un pays communiste, le Parti communiste français est, de ce fait, interdit. Malgré tout, ce parti continue d'exister dans la clandestinité.



Dissolution du parti communiste par le Conseil des ministres

27 septembre — « Le Conseil des ministres qui s'est tenu, hier, à l'Élysée, sous la présidence de M. Albert Lebrun, a duré deux heures. La délibération gouvernementale a été dominée par un lumineux exposé très détaillé de M. Daladier sur les dernières négociations diplomatiques et les récentes opérations militaires.

On en vint naturellement à discuter de la dissolution du parti communiste. Cette mesure fut décidée, sans hésitation, après un rapide échange de vues au cours duquel on évoqua certaines propagandes et le rendement de la production indu

ment, unanimement résolus, approuverent aussitôt la dissolution du parti communiste et interdirent la diffusion, sous toutes les formes, des mots d'ordre de la III^e Internationale. Le président de la République signa les décrets-lois que lui soumettait, à cet

Albert Sarraut.

Ci-dessus : Article du Figaro du 27 septembre 1939 annonçant la dissolution du Parti communiste.

Ci-contre : Tract de la résistance communiste datant de 1941 contre l'agression de l'URSS par Hitler.



L'entrée en résistance des communistes

On pense souvent que les communistes n'entrèrent en résistance qu'au moment de l'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne, le 21 juin 1941, soit un an après le début de la guerre. Avant cela, le fameux pacte de non-agression aurait freiné l'ardeur des communistes français. Pourtant, ils étaient déjà actifs dans des réseaux ou dans l'organisation de grèves dans les mines de charbon dans le Nord, ce qui est particulièrement audacieux dans un pays occupé. Enfin, beaucoup d'ouvriers sont communistes et n'ont donc aucune sympathie pour la politique du maréchal Pétain, qui est proche du patronat. Mais ce qui est certain, c'est que l'invasion de l'Union soviétique a ouvert une brèche et motivé des vocations de résistant en masse. Surtout parmi le personnel des mines, des usines et des chemins de fer, ce qui sera très préjudiciable aux nazis.

La lutte armée débute

Pierre Georges (dit « Frédo » et, par la suite, « colonel Fabien ») est un militant communiste ouvrier métallurgiste de 22 ans. Le 21 août 1941 à Paris, à la station de métro Barbès-Rochecouart, Pierre Georges et ses complices qui assurent sa fuite ont planifié l'assassinat d'un officier. Ils seront trompés par la prestance de l'uniforme de la Kriegsmarine (marine de guerre allemande) que porte Alfons Moser, la victime, qui s'avèrera être un simple auxiliaire d'intendance. D'autres attentats de ce type vont suivre

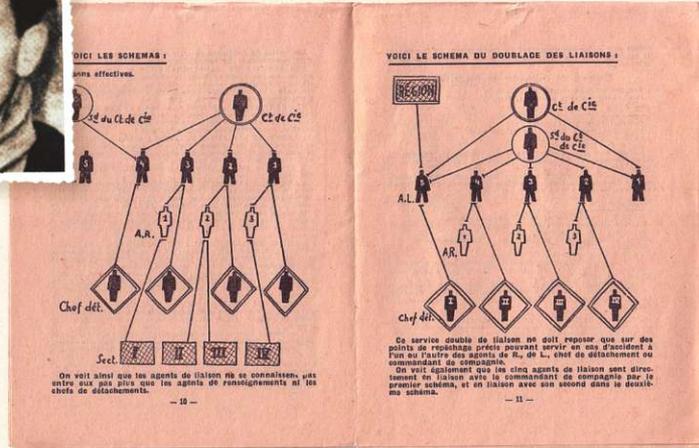
car les communistes forment de plus en plus d'hommes. Cette montée de la violence a pour but d'obliger les Allemands à maintenir plus de forces armées que prévu en France et ainsi de soulager un peu le front en Union soviétique. À la fin de l'année 1941, le Parti communiste français nomme son mouvement armé « Francs-Tireurs et Partisans », les FTP.



Ci-contre : Portrait du colonel Fabien.

La répression

Adolf Hitler ordonne l'exécution de cent otages après chaque attentat commis par ses opposants. Dans un premier temps, le gouverneur militaire de Paris, Otto von Stülpnagel, tente d'agir autrement, par crainte de dresser la population contre



Extrait d'une brochure éditée par les FTP montrant l'organisation des agents de liaison.



AVIS

Le Parti communiste français étant dissous, toute activité communiste est interdite en France. Toute personne qui se livre à une activité communiste, qui fait de la propagande communiste ou qui tente d'en faire, bref, qui soutient, en quelque manière que ce soit, des agissements communistes, aide les ennemis de l'Allemagne.

Le coupable devra s'attendre à être condamné à mort par une Cour Martiale allemande. Toute personne qui se trouve en possession de tracts antiallemands doit les remettre immédiatement au service militaire allemand le plus proche. Celui qui ne les aura pas livrés sera frappé d'une peine allant jusqu'à quinze ans de travaux forcés. J'attends de la sagesse de la population que chacun contribue à empêcher les éléments irresponsables de soutenir les ennemis de l'Allemagne.

Je vous mets en garde contre les suites graves qui doivent découler de l'attitude hostile des milieux communistes, non seulement pour les coupables eux-mêmes, mais encore pour la population entière du territoire occupé.

Paris, le 14 août 1941.

Le Militärbefehlshaber en France
Signé : VON STÜLPNAGEL
General der Infanterie

Affiche signée du gouverneur militaire de Paris, Otto von Stülpnagel, mettant en garde contre toute action communiste clandestine.

l'occupant. Des enquêtes contre les résistants sont alors menées de front par les polices allemande et française. Les attentats se multipliant, von Stülpnagel passe à l'exécution d'otages en masse qu'il choisit parmi des prisonniers politiques communistes, résistants ou anarchistes. Il lance ensuite des rafles et exécute des Juifs dont beaucoup sont d'origine étrangère. Il s'agit d'une tentative pour faire croire que le désordre vient des étrangers, juifs de surcroît, mais la majorité des Français n'est pas dupe. À partir de 1942, ce seront les SS et la Gestapo qui s'occuperont de la répression, avec plus de dureté encore.

Les réactions des résistants

Le général de Gaulle et d'autres résistants non communistes, par le biais de Radio Londres ou de journaux clandestins, désapprouvent cette guérilla armée, mais ils la comprennent. Ils prônent des actions moins frontales, bien que chaque exécuté soit présenté comme un martyr du nazisme. De Gaulle dira qu'il est logique que des Français tuent des Allemands, mais que ceci doit rester l'action des militaires. Toutefois, des maquis et des camps d'entraînement verront le jour à partir de 1942 et surtout en 1943, dans les coins les plus reculés du pays. Des armées de résistants se créeront, prêtes à prendre les armes lors de la reconquête du pays par les Alliés. La lutte armée est inéluctable.



La récolte du cuivre



Ci-contre : Cloches raflées en Belgique en 1941.



Ci-dessus : Statue de Condorcet dans une fonderie en 1941.

Les besoins en métaux sont énormes pendant un conflit. Les métaux non ferreux que sont le cuivre, le bronze ou le laiton sont d'une importance capitale puisqu'ils entrent dans la composition des indispensables douilles de munitions.

L'Allemagne coupée de ses sources d'approvisionnement

Dès le début du conflit, l'armée allemande rafle les réserves de métaux non ferreux en France, ainsi que dans tous les pays qu'elle agresse. L'immense bataille que l'Allemagne entame contre l'Union soviétique en juin 1941 l'oblige à un renouvellement de ses stocks de munitions. Comme les Allemands ne sont pas maîtres des mers, contrôlées par les Britanniques, ils sont privés des pays d'approvisionnement en métaux non ferreux que sont le Chili, la Rhodésie, le Congo belge...



Le prétexte de l'agriculture

Pour satisfaire l'occupant, l'État français, dirigé par le maréchal Pétain, lance une campagne de récupération des vieux cuivres inutilisés. Cadres de vélo, bougeoirs, poignées de porte... L'objectif affiché est la fabrication de sulfate de cuivre pour protéger les récoltes du mildiou et d'autres maladies. Le cuivre récolté sera payé. Mais les Français sont méfiants. Ils savent, grâce aux anciens, qu'en cas de conflit, le cuivre est raflé dans un but militaire. La Résistance les informe également. La récolte de cuivre est donc faible. Reste aux Allemands la possibilité de confisquer les cloches des églises ainsi que les statues publiques, réalisées en alliages non ferreux.

Un choix collaborationniste

Les cloches avaient été massivement raflées par les Allemands lors de la guerre de 1914-1918, dans le nord de la France et en Belgique. C'est dans cette logique qu'en 1941, les dirigeants nazis ordonnent la saisie des cloches françaises. Mais le commandement allemand en France rechigne. Il a peur d'atteindre la sensibilité religieuse et, ainsi, de renforcer la Résistance. Le maréchal Pétain, lui, désire amadouer l'Église de France, dont il espère le soutien dans sa politique de collaboration. Il défendra dès lors les cloches au profit du déboulonnage de centaines de statues. Celles-ci seront judicieusement sélectionnées pour leur représentation de l'institution républicaine que le maréchal Pétain a justement supprimée en juillet 1940, au profit de l'État français collaborationniste. Coup double, donc. Les représentations de l'esprit libre républicain que sont Voltaire, Marat, Zola, Condorcet ou Rousseau disparaissent et sont transformées en obus.



Affiches de propagande en faveur de la récolte du cuivre.



La guerre et la politique dans le monde

L'année 1941 est marquée par l'entrée en guerre de deux immenses puissances, l'Union soviétique, communiste, et les États-Unis d'Amérique, capitalistes. Les « Deux Géants », comme les appellent François, Lisa et Eusèbe. Tout oppose communistes et capitalistes, sauf la lutte contre l'Allemagne nazie, et pourtant, l'avenir du monde semble entre leurs mains. Cette même année voit les premiers massacres en masse de Juifs par les nazis.



Affiches communistes illustrant l'existence de deux doctrines opposées. Chacune révélera ses qualités, ses défauts, ses limites et ses dérives.



L'opération Barbarossa

C'est le nom de code de l'invasion de l'Union soviétique par les nazis le 21 juin 1941. Jusqu'à 3 millions et demi d'Allemands affronteront 5 millions et demi de Russes. L'objectif de briser l'armée soviétique et de prendre la capitale Moscou avant l'hiver ne sera pas réalisé pendant cette opération. Les Einsatzgruppen, des groupes spéciaux allemands chargés d'éliminer les opposants réels ou imaginaires au régime nazi, massacrent les populations juives qu'ils rencontrent. Ils feront 1 million de victimes. Il s'agit là du début de la Shoah, l'extermination systématique des Juifs par les nazis, et cela précède la création des camps de la mort. En France, les Juifs ne sont pas exterminés sur-le-champ comme en URSS. Une organisation pernicieuse s'installe afin de les capturer pour les conduire vers des camps d'extermination.

Ci-contre : Des Einsatzgruppen (unités mobiles d'extermination) s'apprêtent à éliminer des Juifs en Ukraine.



L'attaque-surprise sur Pearl Harbor

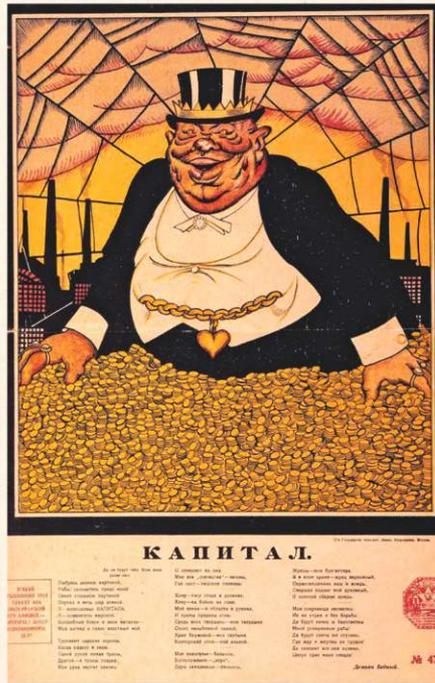
Le Japon, en guerre contre la Chine depuis 1937, désire étendre son influence sur l'océan Pacifique sous contrôle américain, et pour ceci, il faut détruire la flotte américaine du Pacifique, amarrée à Pearl Harbor. L'objectif est partiellement atteint, avec beaucoup de bateaux importants coulés ou endommagés, ainsi que des avions. Mais les trois précieux porte-avions, absents ce jour-là, demeurent intacts, ce qui sera primordial pour la reconquête du Pacifique. Le Japon envahira les Philippines, la Malaisie, la Birmanie et de nombreuses îles servant de postes avancés. L'attaque sur Pearl Harbor sera surtout un traumatisme moral, car c'est la première fois que l'Amérique est attaquée sur son territoire.



Ci-dessus et ci-contre : L'attaque japonaise sur Pearl Harbor.

Ci-contre : Le capitaliste avide de profit est un personnage récurrent dans la propagande communiste. Il sert à dénoncer les excès du capitalisme américain.

Ci-dessous : Joseph Staline se présente comme le grand timonier de l'URSS. Une image classique d'un régime totalitaire. Sur le drapeau, la faucille et le marteau symbolisent l'union entre les travailleurs agricoles et industriels.



Quel projet politique pour la France après la guerre ?

C'est la question essentielle que se pose très tôt la Résistance française. Si la Résistance a un but fédérateur — rendre sa liberté à la France —, elle n'est pas un bloc uni mais composé de plusieurs courants politiques aux idées parfois très opposées. De Gaulle remporte un ralliement moral incontesté auprès des Français, mais pas encore politique. De plus, le général est parfois mal vu par les résistants restés en France, alors que lui est parti à Londres. Comme la France est un pays vaincu et collaborant officiellement avec l'ennemi via le maréchal Pétain, elle a parfois une mauvaise image auprès des Alliés.

Les autres fronts

La prise de la péninsule des Balkans en juin 1941 (ex-Yougoslavie, Albanie et Grèce) par les Allemands et les Italiens prive les Anglais d'une position stratégique importante en Méditerranée. Là aussi, le massacre de la population juive est immédiat. En Afrique du Nord, les Alliés présents pour protéger l'Égypte s'en sortent de justesse en Libye contre les forces italo-allemandes. Le long des côtes françaises et de toute l'Europe occidentale, l'Allemagne érige des milliers de fortins en béton pour protéger ses territoires conquis d'une invasion par les Alliés depuis la Grande-Bretagne. C'est le mur de l'Atlantique.

Le mur de l'Atlantique en cours de fabrication.



Ci-contre et ci-dessus : Deux affiches similaires en faveur de la lutte des Alliés contre le nazisme. L'une est pourtant soviétique et l'autre, américaine.

Que sera le monde après la guerre ?

La petite Lisa, conscientisée à la politique par ses parents qui étaient des Allemands opposés au nazisme, connaît l'incompatibilité idéologique entre les

systèmes communiste et capitaliste. Comment, en cas de victoire, Soviétiques et Américains vont-ils s'entendre ? Vont-ils imposer leurs vues ou rendre leur souveraineté aux pays qu'ils libéreront ? Vont-ils se partager le monde ou entamer une nouvelle guerre entre eux ?

La crainte des résistants est qu'une fois la France libérée, la République — ainsi que ses valeurs —, supprimée par Pétain en 1940, ne soit pas restaurée et que le pays soit dirigé cette fois par les Américains et les Anglais, ou par les Soviétiques. De plus, de nouveaux partis français, proches du nazisme, éclosent, même si ceux-ci ne rencontrent pas une adhésion forte. C'est pourquoi l'action des résistants, qui gardent la France active dans la guerre selon les vœux du général de Gaulle dans son appel du 18 juin, sera déterminante pour l'honorabilité du pays à la Libération.

